

Journée internationale des migrant.e.s Solidarité, liberté, égalité, papiers



Contre Darmanin et son monde

Samedi 17 décembre 17H30 Place de Jaude

Depuis 25 ans le constat est le même. En France, 400 000 personnes restent sans-papiers. Elles et ils n'ont pas choisi la France pour la beauté de ses paysages ni pour sa sécurité sociale. La France est pour elles et pour eux l'occasion de se reconstruire après avoir fui la guerre, la violence, les mafias, la misère, la faim et les horreurs qui ont jalonné leur périple jusqu'ici. D'autres ont choisi d'autres pays en Europe ou dans le monde pour les mêmes raisons.

400 000 sans-papiers dont la précarité s'est accrue avec la crise sanitaire. 400 000 sans-papiers parce que loi après loi leur situation se fait toujours plus précaire. Et aujourd'hui, Darmanin veut une autre loi (la 29 ème depuis 1980, record en Europe), plus ferme, plus restrictive, plus dure encore même pour le simple droit de vivre en famille.

Sans-papiers, ils et elles travaillent. Ils sont dans le BTP, elles sont auprès des personnes âgées ou travaillent au nettoyage. Ils sont comme ça des milliers dans les arrières salles des restaurants ou sur les chantiers des Jeux Olympiques de 2024. Ils cotisent, déclarent et paient des impôts et cela sans aucun droit sans même la garantie d'être payés pour leur travail.

Le projet de loi Asile Immigration met en péril ce qui reste du droit d'asile.

Pour trouver une majorité au parlement Darmanin veut donner des gages à la droite et à l'extrême droite. Sa récente circulaire demande à ses préfets d'expulser davantage et cela a des effets immédiats. Plusieurs familles présentes dans le département sont ainsi frappées d'une obligation de quitter le territoire français. Dans les écoles où les enfants de ces familles sont scolarisés, c'est la colère qui domine.

En promettant de rendre la « vie impossible » aux personnes faisant l'objet d'une OQTF et notamment en leur restreignant l'accès à l'hébergement d'urgence, M. Darmanin remet en cause le principe de l'inconditionnalité de l'accueil dans ces lieux. Par cette promesse du ministre de l'intérieur, des familles avec des enfants dorment dehors dans le Puy de Dôme en décembre.

Cette inhumanité préfigure bien les objectifs de son projet de loi : rendre plus difficile le regroupement familial, inscrire les étrangers menacés d'expulsion au fichier des personnes recherchées (c'est-à-dire les assimiler à des délinquants), réduire les recours face aux OQTF.

A l'heure où s'expriment toujours plus ouvertement des idées xénophobes et racistes, à l'heure où des rescapés en mer sont l'objet d'odieux chantages entre la France et l'Italie, ce projet de loi ne répond pas aux enjeux auxquels le dispositif de protection et d'accueil des personnes qui demandent d'asile est

confronté. Toutes les grandes associations regroupées au sein de la Coordination française pour le droit d'asile en demandent le retrait.

Des jeunes et des enfants en danger

La situation faite aux milliers de mineurs qui survivent en France après avoir échappé au cimetière marin qu'est devenu la Méditerranée est une honte. Au mépris de la déclaration universelle des droits de l'enfant dont la France est signataire ils sont à chaque instant soupçonnés d'être majeurs même quand leurs papiers d'identité disent l'inverse. L'administration échappe ainsi à l'obligation de leur prise en charge. Ils sont alors livrés à la rue s'ils n'ont pas la chance de croiser un bénévole ou de trouver une place dans un squat. Pour ceux qui sont pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance c'est le risque de l'expulsion à la fin des études ou avant quand nombre d'entre eux obtiennent, malgré tout, des qualifications sur des métiers en tension.

Nous exigeons la présomption de minorité pour tous ces jeunes, leur prise en charge par l'ASE et leur droit absolu à la scolarisation.

25 ans après les occupations d'églises par les Sans-Papiers, la question de la régularisation reste centrale.

- parce que l'absence de régularisation est emblématique de la maltraitance faite dans notre pays à des centaines de milliers de personnes étrangères vivant, et pour beaucoup travaillant, sur notre sol ;
- parce qu'obtenir cette régularisation permet de régler nombre de questions en termes d'accès aux droits, au logement, à la santé, à une vie privée et familiale sécurisée...

Dans le monde incarné par Darmanin et ceux qui le soutiennent, l'étranger, l'étrangère, c'est le problème, l'ennemi. Nous sommes des millions d'étrangères et d'étrangers à son monde. Ensemble devenons le problème de Darmanin.

- **Retrait du projet Darmanin. Pour une autre politique de l'accueil et du séjour.**
- **Pour la régularisation des Sans-papiers.**
- **Pour la fermeture des Centres de Rétention Administrative où même des enfants sont enfermés.**
- **Pour la liberté de circulation et d'installation, et l'égalité des droits.**

Manifestation aux lampions samedi 17 décembre à 17H30 Place de Jaude à Clermont-Fd

Premiers signataires : RESF, LDH, Cimade, Les Amis du Monde Diplomatique 63, Union syndicale SOLIDAIRE, FSU, Cgt éduc'action, Unef, Voix lycéenne.

